



SECTION
DE LA
MOSELLE

Formation Spécialisée du 1/12/2023

Déclaration liminaire

Monsieur le Président,

Il y a un an, un collègue était assassiné dans le département de l'Aisne. Que de chemin parcouru depuis un an côté sécurité ! Ou plutôt, devrions-nous dire, que de chemin non parcouru. Nous n'avons pas noté de changements significatifs dans notre environnement de travail. La société devient de plus en plus violente, mais la DGFIP ne semble pas en tenir compte, notamment vis-à-vis des travailleurs isolés : vérificateurs, permanenciers, etc. Les incidents se multiplient dans les différentes structures (SIP, Trésorerie Amendes). On ne fait que faire et défaire, pour autant, les agents sont-ils plus en sécurité ? Nous avons pris l'habitude de parler à un mur, car, il faut bien le dire, au-delà des discours qui pourraient laisser croire à une co-construction ou à une participation active des syndicats, c'est bien à une direction totalement obtuse à laquelle nous faisons face. C'est un système extrêmement rigide : c'est décidé tout en haut par la direction et cela se décline d'échelon en échelon, à travers un discours lénifiant. On organise des réunions avec les représentants du personnel mais jamais on ne déroge d'un iota à ce qui a été décidé. Nous en voulons pour preuve les nombreux votes négatifs que nous avons émis quant aux restructurations, souvent à l'unanimité des syndicats. Qu'importe ce que disent les représentants du personnel, on le fera quand même ! Il en va de même avec les risques psycho-sociaux qui sont un véritable fléau à la DGFIP. On en parle... depuis 20 ans. Ça, pour en parler, on en a parlé. Mais quelle est la manifestation concrète de la volonté de la direction d'agir ? De nouvelles suppressions d'emplois, de nouvelles restructurations, le blocage des rémunérations, le flex office, etc. ? Rassurons-nous, nous sommes un ministère doté d'une médecine de prévention pour soigner tous ces bobos. Enfin, pour la Moselle, cela ne repose plus que sur le dos de notre infirmière qui malgré toute sa bonne volonté ne pourra pas absorber indéfiniment toute la misère de la DGFIP. Alors quoi ? Combien de temps encore allons-nous supporter la langue de bois ? Combien de temps encore la direction s'assiéra sur l'avis des organisations syndicales représentatives du personnel ? Combien de temps encore parlerons-nous à mur ? La direction requiert-elle simplement notre présence pour justifier qu'elle a fait le « taf » côté « dialogue » social ? Ainsi, nous pourrions changer de nom : au lieu d'être en CSAL ou FS, appelons ces instances « Chambre d'enregistrement des décisions de Bercy déclinées au niveau local ». Entendons-nous bien : FO n'est pas l'ennemie de la direction. Nous agissons dans l'intérêt des agents et quand la direction prend quelquefois des mesures en faveur des agents, nous applaudissons. Nous ne sommes pas dans l'opposition perpétuelle juste pour dire que nous nous opposons, mais dans le contexte actuel où l'administration fourbit des armes de destruction massive de la DGFIP et de ses emplois, nous ne pouvons que condamner ces orientations. Quand donc la direction intégrera-t-elle enfin la notion de gagnant-gagnant et cessera de manager comme au XIXe siècle ? Zola aurait sûrement été inspiré par votre mode de fonctionnement. En attendant, épargnez-nous des vocables tels que co-construction, modernisation du dialogue social, etc. Et à tout ce que nous venons de dire, nous savons d'avance que, comme à chaque fois Monsieur le Directeur, vous ne répondrez pas et vous enchaînez sur l'ordre du jour.